

CYRINE BEN ROMDHANE, EXPERT-COMPTABLE
ET LAURÉATE DU PRIX FEMME FRANCOPHONE 2017

L'AMÉLIORATION DES ACQUIS DES FEMMES S'INSCRIT DANS UNE DÉMARCHÉ RÉGIONALE

Chef d'entreprise et fière de l'être, Cyrine Ben Romdhane n'a pas hésité à fonder son propre cabinet d'expertise dès qu'elle a fait son entrée à l'Ordre des experts-comptables. Aller de l'avant en se posant les vraies questions a toujours été sa ligne directrice où qu'elle ait été, au sein de la profession ou au milieu de la société civile. A vrai dire, ses engagements professionnels ne l'ont pas empêchée d'agir sur l'écosystème des affaires. En témoigne son engagement dans la Chambre des femmes chefs d'entreprise à qui lui est dévolu le non moins important poste de trésorière. Portée par la fibre entrepreneuriale et sociale, elle met toute son énergie et son charisme pour défendre la citoyenneté, c'est à dire la libre initiative depuis toujours. Pas surprenant, puisqu'elle a fait ses premiers pas dans le travail associatif depuis les bancs de l'université quand elle avait été élue membre du bureau d'AIESEC Carthage. Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres, nous sommes allés à sa rencontre à Montréal, à l'occasion de sa distinction Femme Francophone 2017 par l'Association Internationale des Maires Francophones (AMF).

Vous êtes lauréate du 1er Prix AIMF de la Femme francophone 2017. Pouvez-vous nous présenter plus en détail cette initiative lancée par les membres du Bureau de l'AIMF ?

D'abord, j'en suis autant honorée, émue que je mesure la responsabilité de la voie que je dois tracer. En effet, l'AIMF a pris acte que pour construire les villes de demain, pour une meilleure efficacité collective, sociale, politique et humaine, les femmes doivent prendre toute leur place dans les centres de décisions. Le Prix « La femme francophone » de l'AIMF se veut un outil au service de ce but d'intérêt général, et une ressource originale pour le réseau mondial de ses membres, élus locaux francophones. Ma candidature a été retenue parmi 45 candidatures provenant de 13 pays membres de l'AIMF. Elle a dû refléter mes attentes dans ma participation à ce concours : promouvoir la synergie des réseaux d'associations pour réaliser des actions conjointes, avec les villes, en matière d'entrepreneuriat citoyen. L'appel à participation au Prix AIMF de la Femme francophone 2017 a été diffusé par la Municipalité de la Ville de Tunis auprès de plusieurs associations en Tunisie, en



l'occurrence la Chambre Nationale des Femmes Chefs d'Entreprises (CNFCE), dont je suis la trésorière.

J'ai été particulièrement attirée par les critères exigés des candidates, et notamment, leur capacité à « mettre en œuvre des projets concrets, dans le domaine de l'énergie, de l'économie sociale et solidaire, de l'entrepreneuriat, des technologies digitales. Cette capacité peut s'illustrer à travers la réalisation d'actions locales et exemplaires (sous forme associative, entrepreneuriale, philanthropique ou coopérative). D'autres critères ont également été

retenus pour le classement des dossiers de candidature liés aux facteurs de succès du parcours offert à la lauréate. Il s'agit en l'occurrence de l'imagination et de la créativité associés à un réel sens de l'organisation et de la gestion du temps, ainsi que de l'énergie et de l'ouverture d'esprit et surtout une forte éthique personnelle. Ces thématiques ont toujours animé et guidé tant mon activité professionnelle, que mes centres d'intérêt et engagements extra-professionnels dont le plus important sera au sein de l'UTICA à travers la Chambre Nationale des Femmes Chefs

d'Entreprises (CNFCE). La CNFCE, à travers les multiples partenariats qu'elle a noués avec des réseaux mondiaux de femmes chefs d'entreprise, m'a permis de prendre la mesure des potentialités des programmes déployés en faveur de l'entrepreneuriat féminin à l'échelle même régionale, favorisant le partage d'expériences et de meilleures pratiques.

Parlez-nous plus en détail de votre engagement dans le social en Tunisie ?

J'ai l'intime conviction que le soutien à l'entrepreneuriat et le développement de l'entreprise citoyenne ne peut émaner uniquement de l'Etat. C'est une priorité nationale qui doit surtout être assurée par la société civile. L'Etat ne peut en être qu'un facilitateur. En Tunisie, du primaire au supérieur, les femmes représentent plus de 60% des effectifs et des diplômés alors que leur taux d'activité n'est que de 26%. Le taux de chômage des femmes est le double de celui des hommes, avec des disparités régionales importantes. A mon sens, cette inégalité des chances est inadmissible. C'est ce qui motive mon engagement social depuis 2012, année de mon adhésion à la Chambre Nationale des Femmes Chefs d'Entreprise, qui relève de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA). Depuis 2011, la Tunisie a été particulièrement marquée par un fort élan de solidarité entre ses citoyens. J'ai voulu me mettre activement au service de ces tranches de la population (Femmes et jeunes) sur toute la République afin d'améliorer leur cadre de vie, assurer leur autonomisation et les aider à trouver leur voie professionnelle.

Que pensez-vous du leadership entrepreneurial et de la gestion des affaires publiques des femmes africaines ?

Les femmes africaines sont exceptionnelles ! Elles exercent incontestablement, chacune à sa manière, le leadership dans leur sphère familiale ! C'est dire, le leadership entrepreneurial des femmes n'est plus à démontrer. Toutefois, quand bien même elles occupent tous les secteurs d'activités, les taux de représentation sont disparates. C'est justement là qu'il faudra agir. Les

affaires publiques sont également une autre arène de combat. Cette absence dans la gestion des affaires publiques est sans doute due à un manque d'équité et à une déficience des mécanismes susceptibles d'aider les femmes à concilier davantage entre responsabilités personnelles et professionnelles. Aussi, un travail de longue haleine pour sensibiliser quant à l'importance de l'égalité genre et de lutte contre les stéréotypes sociaux et culturels est nécessaire. C'est précisément le rôle de la société civile conjugué à l'appui du gouvernement. Nous entendons par là l'institution de règles de parité genre ou de quotas genre dans les mandats de représentation publique. Le souci de l'amélioration des acquis des femmes doit également s'inscrire dans le cadre d'une action régionale basée sur la comparaison des meilleures pratiques par pays. Ainsi, en Tunisie, notre nouvelle Constitution prévoit explicitement le principe de l'égalité des chances et d'équité, ce qui permettra de renforcer les droits acquis de la femme. La création, en 2016, du Conseil des pairs pour l'égalité et l'équivalence des chances entre la femme et l'homme, présidé par le Chef du gouvernement, en est une concrétisation. De même que la nouvelle loi électorale des municipales, qui prévoit la parité verticale et horizontale dans les listes électorales, sous peine de nullité.

Quel message adressez-vous à la femme francophone, africaine et tunisienne ?

Je suis très honorée de recevoir ce prix, que je dédie à toutes les femmes, quelles que soient leur origine ou leur confession ! Pour avoir participé à plusieurs manifestations internationales organisées par des réseaux de femmes chefs d'entreprise, je peux vous affirmer que toutes les femmes font face aux mêmes défis. J'invite toutes les femmes à s'adonner à l'action sociale ou politique, de manière à influencer sur les décisions publiques et sur le développement de leur territoire de vie, tout en gardant le cap sur cet objectif d'équité. C'est un long travail sur les mentalités et les cultures, mais somme toute, avec le développement de l'économie numérique, tous les modèles sociétaux vont changer, et il y a donc espoir de pouvoir atteindre à l'avenir un nouvel équilibre des genres. Il est aussi

important d'établir un diagnostic des blocages à l'autonomisation des femmes, en s'appuyant sur des études régionales. Dans ce cadre, il serait intéressant de mettre en place un observatoire du développement économique par les femmes avec des critères et des indicateurs. Je reconnais qu'une telle initiative est ambitieuse, mais je crois que ce sont de telles démarches dont les indicateurs et les résultats fédèrent. A ce titre, nous comptons beaucoup sur l'AIMF et les Maires attachés aux valeurs que partage ce réseau, pour porter à notre connaissance les meilleures pratiques de chaque pays.

Quelles sont les perspectives réservées au vainqueur du 1er Prix AIMF de la Femme francophone 2017 ?

En tant que lauréate du 1er prix de l'AIMF, j'aurai la chance de bénéficier d'un parcours international de séminaires, de formations et d'échanges avec des acteurs politiques et économiques à l'issue desquels je pourrai mettre les compétences que j'aurai acquises au service du développement de ma région, le Maghreb, et particulièrement de mon pays. La Tunisie semble avoir réussi sa transition démocratique, mais elle a encore plusieurs défis en perspective, portés par sa nouvelle Constitution.

Quels sont vos projets immédiats ?

J'espère pouvoir participer activement aux nouveaux défis de la région, notamment la mise en place d'une gouvernance et d'une gestion décentralisée du pays. Le second challenge est de réussir la migration de notre économie nationale vers une économie numérique, respectant les piliers du développement durable. Le renforcement de la représentativité des femmes dans les sphères de décisions locales est également un axe vers lequel je veillerai à orienter mon action. D'emblée, ma première action, en marge de l'Assemblée Générale de l'AIMF qui s'est tenue du 19 au 21 juin à Montréal, a été de constituer un Réseau de Femmes Maghrébines Leaders, capables de créer des synergies au sein de leur territoire régional, et de concrétiser des projets visant à améliorer leur vie au quotidien.

PROPOS RECUEILLIS PAR
SAHAR MECHRI KHARRAT

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES (AIMF)

L'ENTREPRENEURIAT AU COEUR DES RÉSEAUX DES FEMMES

Elles étaient vraiment à l'honneur lors de la 37ème assemblée générale des maires francophones (AIMF) à Montréal. Elles? Ces femmes expertes, celles aux expériences inédites, des élues locaux, des cheffes d'entreprises tout autant que des représentantes de la société civile illuminaient les états généraux dédiés à la gent féminine. Elles côtoyaient Anne Hidalgo, présidente de l'AIMF et maire de Paris, Denis Coderre, maire de Montréal et président de Métropolis et Michaëlle Jean, secrétaire générale de la Francophonie. L'événement était aussi l'occasion de décerner le Prix de la Femme Francophone 2017 à la Tunisienne Cyrine Ben Romdhane.



De G. à D.: Cyrine Ben Romdhane, Célestine Ketcha Courtes, Anne Hidalgo et Pierre Baillet

orte présence de femmes d'influence, celles qui ont déplacé les lignes dans le continent mais aussi dans toute la zone francophone, un auditoire acquis à la cause, sont indubitablement autant de signes de l'importance qu'accorde le secrétariat générale et le bureau exécutif de l'association au poids des femmes et à la question genre. Le sujet mérite qu'on s'y attarde, les chiffres de la Banque mondiale évoqués par Célestine Ketcha Courtes, maire de Bangangté et présidente de l'Association des femmes maires (REFELA-Cam) l'attestent. Alors que 51% de la population africaine sont des femmes, on ne

compte que 8 femmes sur les 190 chefs d'Etat et de gouvernement du continent. De quoi alimenter cette vaste interrogation "Que faut-il faire pour que les femmes soient autour de la table et non dans le menu". Au-delà des questions, il y a le constat épineux: face aux menaces qui pèsent sur le monde, il est temps de repenser les schémas du passé. Intégrer plus les femmes dans l'action politique, managériale et civile serait un des changements à entreprendre. Les femmes engagées dans la cité peuvent participer

au développement, animer le dialogue dans les villes, changer les choses et modifier les habitudes. Scrutant de près l'action féminine dans la région québécoise, Anne Mévellec, professeur agrégée, directrice adjointe de l'Ecole d'études politiques, affirme que même si les femmes ne forment pas une catégorie unitaire, certaines tendances comportementales émergent. A ce propos, les femmes québécoises ne vont pas en politique juste pour servir leurs citoyens mais plutôt parce qu'elles ont des projets poli-



De D. à G. : Anne Mévellec, Sylvie Labelle, et Célestine Ketcha Courtes

tiques. Aussi, dans leur manière d'exercer le pouvoir, elles apprécient plus le travail collaboratif et envisagent la politique comme une expérience collective. Illustration: au niveau des conseils municipaux, elles essaient de mettre en valeur, de faire émerger les forces en chacun des membres avec lesquels elle travaille et ne cherchent à asseoir son hégémonie. De son côté, Célestine Ketcha Courtes affirme que la parité donne plus de chances aux femmes pour être actives dans la gouvernance locale. Elle recommande que le Réseau des femmes élues locales travaille de concert avec le Réseau des femmes chefs d'entreprise et celui de la société civile pour avoir plus d'influence, de pouvoir et de poids dans la société. Elle insiste également sur l'importance de la communication et de la médiatisation : "Il est important de faire usage de toutes les techniques de communication, c'est ainsi qu'on acquiert de l'influence", lance-t-elle.

Le réseau pour prendre son envol

Les organisations internationales ont placé le curseur à 30% de femmes dans les postes de responsabilité en 2015 alors qu'ils ne sont que 20%. Au même moment, la société civile réclame la parité. De quoi lancer à la ronde : "Qu'ont-elles fait les femmes pour s'organiser?". "On a plus besoin de gens solidaires que de génies solitaires", a-t-on lancé lors de l'introduction du panel intitulé "Réseaux de villes, réseaux de femmes". Pour Anne

Hidalgo, il n'y a aucun doute: les femmes ont besoin d'être appuyées et d'être entourées de personnes qui ont compris que l'avenir se joue non pas dans la domination mais plutôt avec les femmes. Elle rappelle que les femmes, en mal de repères, ont tendance à douter de leur capacité avant d'accepter une responsabilité alors que l'homme a plus de facilités. D'autre part, Anne Mévellec précise que les femmes conviennent que c'est la confiance en elles-mêmes qui leur manque pour sauter le pas. Pour preuve, elles figurent dans toutes les formations qui existent et dans la plupart des cas elles ont tendance à être sur-diplômées. Incontestablement, l'organisation en réseau favorise le networking, la cooptation, le soutien aux moments des épreuves; elle permet de gagner du temps et d'être plus forte. "L'expérience doit se raconter, s'écrire, se transmettre et se cumuler. C'est à travers ce transfert de connaissances que nous grandissons de génération en génération", assène-t-elle. "S'imprégner des expériences réussies, travailler à l'international permet de

développer une vision", a souligné la maire de Paris. Et paraphrasant Françoise Giroud lors d'un débat télévisé : "Si vous laissez de côté le champ de la stratégie et des pensées, vous n'y arrivez pas, vous serez des femmes qui font du mieux qu'elles peuvent mais vous n'écrivez pas l'Histoire". L'AIMF, qui croit dur comme fer à l'importance des réseaux de femmes dans le développement des villes, a pris de l'avance en lançant, grâce à l'impulsion d'Anne Hidalgo, le Réseau des femmes élues d'Afrique Centrale. Sa présidente Célestine Ketcha Courtes témoigne que des actions concrètes ont été initiées dans les différents pays pour renforcer les capacités des femmes, pour prendre en charge les enfants et les extirper de la rue. Ces réseaux constitués sous la bannière de l'AIMF bénéficient du soutien de l'Union Européenne, de plus en plus convaincue du rôle des autorités locales dans le développement économique des pays. Ceci passe par l'encouragement de la décentralisation, le renforcement de capacité des autorités locales et des associations liées. Anne Hidalgo a félicité les

élues locales africaines pionnières dans l'élaboration de leur réseau qui étaient à la fois visionnaires et concrètes dans leurs actions. Elles ont montré le chemin et donné envie à d'autres continents et à d'autres pays de s'organiser et de briser le plafond de verre. La présidente Célestine Ketcha Courtes est la marraine du Réseau des femmes leaders du Maghreb, tout récemment constitué.

Entrepreneuriat féminin à travers les villes

Sylvie Labelle, commissaire au développement économique, innovation, entrepreneuriat à la ville de Montréal, a présenté l'expérience et l'écosystème que la ville de Montréal a installé pour aider les entrepreneures, en l'occurrence les femmes à arracher leur place. D'abord, la ville a ouvert des guichets d'entrée à l'entrepreneuriat dans les quartiers destinés aux entreprises qui font un chiffre d'affaires supérieur à 1 million \$ pour pouvoir disposer de services de proximité. Aujourd'hui, ils sont au nombre de six. A vrai dire, il s'agit de services rendus, tels que le coaching et outils de financement, sous forme de bourse ou de prêts à des taux d'intérêt concessionnels. Sylvie Labelle n'a pas cessé d'entonner le chant des louanges pour saluer les concours à l'entrepreneuriat dans la promotion de la culture entrepreneuriale et l'amélioration de la visibilité de toutes les catégories d'entrepreneures qu'il s'agisse de femmes, de jeunes ou en phase de croissance accélérée. Elle déplore que dans sa ville seulement 27% de la population croit à l'entrepreneuriat et le reste se dirige vers les métiers classiques.

Pour elle, l'élément focal de tout cet écosystème est l'école d'entrepreneuriat qui offre une formation de six mois, au bout desquels le projet est identifié, le plan d'affaires réalisé et un diagnostic sera effectué pour voir si le porteur du projet dispose d'un potentiel en-

La ville doit s'occuper des entrepreneurs au stade du démarrage et de la croissance rapide. Dans chaque établissement que nous mettons en place, il y a une attention et un regard particuliers sur la mobilisation des femmes

trepreneurial ou non. Sylvie Labelle affirme que cette école a été d'un grand soutien pour les femmes leur permettant une démarche introspective de soi. Faible avancée tant s'en faut. Ce dispositif a été tout de même jugé insuffisant. Un réseau de femmes appelé Femmes SA a été créé. Ainsi, un prêt de 25000\$ sera octroyé à toutes les femmes membres du réseau qui veulent créer une entreprise. La commissaire n'en démord pas: la révolution numérique demeure un véritable challenge. Les entreprises qui ne s'acclimatent pas à ce trend seront écartées. Partant du constat que les femmes avaient plus de difficultés à manier la technologie, des programmes pour apprendre le codage aux jeunes femmes ont été mis en place.

Un réseau innovation-PME a été également mis en place par la ville pour parer à ce problème. Aujourd'hui, les 40 femmes du réseau arrivent à trouver des réponses à leurs défis respectifs à travers les échanges qu'elles entretiennent. Elles ont été accompagnées dans tout ce qui est branding, marketing digital à travers des formations académiques et un coaching personnalisé assurés par des experts et des spécialistes en innovation. "Elles ont énormément gagné en confiance et en audace pour

oser et sauter le pas", clairotte la commissaire. Elle n'a de cesse d'insister sur l'importance du rôle municipal dans l'entrepreneuriat. Spécification à l'appui: "La ville doit s'occuper des entrepreneurs au stade du démarrage et de croissance rapide. Dans chaque établissement que nous mettons en place, il y a une attention et un regard particuliers sur la mobilisation des femmes". Sylvie Labelle a également fait référence à un projet intitulé "De l'alphabétisation à l'entrepreneuriat", qu'elle a concrétisé en partenariat avec la mairie au Bénin lors de son séjour en Afrique. Il est destiné aux femmes analphabètes organisées en petites unités de production, auxquelles sont proposés, en premier abord, des cours d'alphabétisation pour terminer avec des formations en réalisation de plans d'affaires. Sitôt les meilleurs plans d'affaire sélectionnés, des prêts leur sont octroyés, ainsi qu'une formation en management pour améliorer la qualité du produit. Celui-ci reçoit alors une accréditation de l'Etat pour pouvoir être vendu dans les points de vente de la ville. "Ce programme a permis à plusieurs de ces femmes de passer de l'informel au formel", a-t-elle attesté. Aujourd'hui, ces femmes ont créé un mouvement d'empowerment de femmes détenant un pouvoir politique de poids et très proches des maires.

Labelle a également évoqué l'expérience réussie de la ville de Montréal à organiser le MashUp Entrepreneurial, un événement qui regroupe et lie les grandes entreprises leaders d'un secteur avec les startups et les PME. Les premières peuvent bénéficier des innovations et de l'agilité de ces dernières qui, à leur tour, peuvent trouver des clients ou des investisseurs. Autant d'initiatives et de pistes qui n'attendent qu'à être reproduites ! Voilà qui est bien dit!

SAHAR MECHRI KHARRAT

LANCEMENT DU RÉSEAU DES FEMMES LEADERS DU MAGHREB

En marge de la 37ème assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF) qui s'est tenue à Montréal, du 19 au 22 juin, a été lancé le Réseau des Femmes Leaders du Maghreb, présidé par Cyrine Ben Mlouka, lauréate Femme Francophone 2017. Le Maghreb des femmes. En marche!

L'intégration régionale des pays maghrébins, un vieux rêve qui vient peut-être de se frayer une brèche pour sa réalisation. A l'instar des femmes africaines qui ont constitué le Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique (REFLA), des cheffes d'entreprises des cinq pays du Maghreb (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc et Mauritanie) viennent de lancer, sous la bannière de l'AIMF, le RFLM (Réseau des femmes leaders du Maghreb). L'idée n'est pas nouvelle. Elle a aussi bien germé au sein du bureau exécutif de l'AIMF que dans les instances des femmes chefs d'entreprise de la région. "Nous nous sommes rendus compte que nous ne pouvions pas avancer dans cette vision de vivre ensemble sans associer les femmes. De fil en aiguille, nous avons pensé qu'il nous faudrait nous appuyer sur des femmes leaders pour mettre en réseau les élus locaux", a déclaré Pierre Baillet, secrétaire permanent de l'AIMF lors de la réunion de lancement du réseau.

Le réseau s'inscrit donc dans le cadre du développement de la citoyenneté et du rapprochement culturel, économique et social des villes du Maghreb. Le bureau exécutif a été élu. Il a été décidé une présidence tournante par pays. Pour sa première année, la présidence a été confiée à Cyrine Ben Mlouka, lauréate du prix des Femmes Francophones 2017. Juste récompense! "Dans les cinq pays nous faisons face pratiquement aux mêmes défis



De G. à D.: Zahra Abdallahi, Heuda Guessous, Raoudha Ben Saber, Cyrine Ben Romdhane, Samira Hadjdjilani, Kabache Nedjia, Amira Achourax et Leila Ben Gacem.

Composition du bureau

PRÉSIDENTE : Cyrine Ben Romdhane, expert-comptable, directeur-associé de Business, Advice & Assurance et trésorière de la CNFCE ;

VICE-PRÉSIDENTE MAURITANIE : Zahra Abdallahi, DG de groupe de BTP ;

VICE-PRÉSIDENTE MAROC : Heuda Guessous, gérante de cabinet de conseil ;

VICE-PRÉSIDENTE ALGÉRIE : Samira Hadjdjilani, DG d'un cabinet de conseil financier et d'une société de communication et de production audiovisuelle ;

VICE-PRÉSIDENTE TUNISIE : Raoudha Ben Saber, DG de plastiforme et présidente CNFCE ;

VICE-PRÉSIDENTE LIBYE : Amira Achourax, DG d'une agence de voyages ;

TRÉSORIÈRE : Leila Ben Gacem, DG de Dar Ben Gacem ;

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (ALGÉRIE) : maître Kabache Nedjia, avocate consultante en droit des affaires.

économiques, sociaux, climatiques et numériques. Ce qui nous unit est nettement plus important que ce qui nous divise ou sépare. Malencontreusement, cette initiative qui a émané des cheffes d'entreprise n'a pas abouti par le passé. Aujourd'hui, à travers cette magnifique expérience, nous avons décidé de relever ensemble ces défis en comptant sur l'appui des maires francophones pour développer le leadership et la participation féminine et améliorer le quotidien de nos concitoyens",

a déclaré la nouvelle présidente. Avant d'ajouter : "Notre réseau, qui sera catalyseur de synergies entre les différents acteurs de la société civile, est résolument orienté vers l'action. Nous comptons mettre en mouvement des initiatives citoyennes en faveur d'une croissance inclusive et d'un développement durable et équitable pour l'ensemble des populations de la région". Plus précisément, le réseau se donne pour mission de créer un cadre commun de concertation et de réflexion entre

l'ensemble des membres et de mutualiser les moyens afin de répondre aux préoccupations des citoyens. Les actions seront engagées simultanément dans l'ensemble des pays et traiteront de thématiques sociales. Un accent particulier sera accordé à l'autonomisation et à l'impulsion d'une dynamique entrepreneuriale auprès des femmes et des jeunes. Bon vent et longue vie pour ce nouveau-né de la société civile!

SAHAR MECHRI